



l'étincelle

ENS Paris Saclay – 19h15
mercredi 16 février
Meeting de campagne du NPA
amphithéâtre Hodgkin – 4 avenue des
sciences, Gif-sur-Yvette

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 15 février 2022

Salaires 2022 : alignés sur les profits des grands groupes !

Le week-end dernier est arrivé sur Paris le « Convoi de la liberté », des véhicules convergeant sur la capitale en signe de protestation contre le « passe Macron ». Sept mille personnes que le préfet de police de Paris, Didier Lallement, a accueillies avec davantage de policiers et de gendarmes – plus des canons à eau, des tracteurs anti-barricade, des camions-grues, des dépanneuses et autres véhicules de remorquage, des blindés de la gendarmerie. Ce gouvernement a la trouille de toute manifestation de colère.

La liberté, mais laquelle ?

Liberté d'exploiter, comme s'en revendiquent les patrons, ou liberté de vivre dignement d'un salaire, pension ou autre allocation, et pour ça d'en arracher l'augmentation par la lutte ? Il ne devrait pas exister aujourd'hui de revenu inférieur à 1 800 euros. C'est ce qu'on pouvait entendre de certains manifestants mais ce n'est pas ce que les initiateurs du Convoi de la liberté, appartenant à des courants anti-passe, anti-vax, complotistes, voire d'extrême droite, ont proposé de défendre à celles et ceux qu'ils ont appelés à manifester. La revendication d'augmentation des salaires s'impose pourtant aujourd'hui face aux prix qui explosent. Les salaires devraient grimper au rythme des prix, dont ceux des carburants.

Vive le convoi des grèves

L'augmentation des salaires s'invite non seulement dans les discussions mais aussi dans des luttes. De nombreuses grèves pour les salaires ont éclaté à travers le pays, qui embarquent un bon nombre de travailleurs dans leurs wagons. La semaine dernière, les salariés de Vuitton (groupe LVMH) étaient en grève, après ceux de Sephora quelques semaines plus tôt. Il y a eu aussi grève chez CNP Assurances, au Crédit mutuel Arkéa, chez Dassault Aviation, Safran, BioMérieux... La liste s'allonge. Fait notable : ces grèves obtiennent assez vite des résultats, des primes ou des augmentations, car les patrons craignent la contagion. Les salariés d'ISS, entreprise de nettoyage sur des sites PSA, ont obtenu 100 euros net ainsi que d'autres primes et congés supplémentaires, ceux d'Arkema près de 80 euros. Si le mouvement se généralise et s'unifie, il peut devenir un fait politique et devenir le cauchemar de Macron et des possédants. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, des mouvements sur les salaires et la vie chère s'organisent également,

face à un système économique dont le caractère aberrant et injuste est criant.

Un système capitaliste sans vergogne

D'un côté, une majorité de la population qui n'arrive plus à joindre les deux bouts. De l'autre, une minorité d'actionnaires et de dirigeants de grands groupes, qui affichent des profits et des fortunes indécentes. En France, au cours de la pandémie, les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 236 milliards d'euros, soit une hausse de 86 %. Vient de tomber l'annonce des 137 milliards d'euros de profits cumulés en 2021 par les grands groupes capitalistes français. Au palmarès de ces entreprises du CAC 40 : 14 milliards pour TotalEnergies ; 12 milliards pour LVMH et Stellantis ; 8 milliards pour BNP Paribas et Sanofi... Du jamais vu ! Des profits record qui encouragent les travailleurs à exiger leur dû. Sans parler des vautours comme Orpea ou Korian, qui se sont engraisés sur ce qu'on appelle désormais l'« or gris », ont accumulé un magot sur le dos des mamies des Ehpad : business sur le grand âge !

Avec Philippe Poutou : urgence anticapitaliste !

Une autre logique est possible. Celle qui défend nos vies contre leurs profits, et que Philippe Poutou incarne dans la campagne des présidentielles. Il serait utopique d'exiger d'avoir 1 800 ou 2 000 euros par mois pour vivre, toutes et tous ? Mais n'est-il pas plus utopique, voire surréaliste, qu'un Bernard Arnault (PDG de LVMH) gagne deux smics et demi à l'heure ? Cette société-là, on n'en veut pas. Nous devons l'affirmer par nos mobilisations, mais aussi l'exprimer dans l'élection présidentielle par un vote en faveur de Philippe Poutou, un candidat ouvrier qui est des nôtres, qui défend l'urgence de renverser le système capitaliste.

« MERL » à la direction

À Lardy, la direction cherche à diviser et isoler les salariés les uns des autres avec ses vagues promesses de reconversion et un plan de départs « volontaires » pour démanteler à terme le site d'ici 2025. Pour résister à la pression des chefs, près de 70 salariés se sont organisés collectivement pour le « Maintien des Emplois à Renault Lardy » (MERL) et appellent à un premier rassemblement jeudi 17 février. De quoi nous inspirer à Guyancourt, où Renault continue également de transférer depuis des années de nombreux projets et services.

R-Hache

Le 31 janvier, la direction a présenté au CSE son projet de restructuration des Ressources Humaines France, prévoyant une externalisation d'une large partie de ses activités. Il est vrai qu'il était urgent de dégraisser : en pleine vague de réorganisations successives, il reste 8 salariés actifs aux RH du TCR pour gérer 9 760 salariés... Soit un RH pour 1000 ! Au total, ce serait près d'une trentaine de salariés des RH en France qui seront priés d'aller trouver du boulot ailleurs avec la vague promesse d'un « reclassement au sein de l'entreprise » ou « des mesures d'accompagnement » pour sortir.

Quand c'est NAO, c'est non

Dans le cadre des NAO, la direction de Renault a réuni les syndicats le 8 février dernier pour une réunion de bilan de l'année 2021 dont le ton était : « soyez content, on a réussi à maintenir les salaires pendant le chômage partiel ». Salaires pourtant largement payés par l'État avec nos impôts et par nous-mêmes avec le prélèvement des jours de congés ! Quant à attendre une augmentation générale des salaires pour 2022 pour rattraper l'inflation, visiblement c'est trop espérer pour Renault.

Hasard de calendrier ?

Pour faire passer la pilule de la non-augmentation des salaires à venir, la direction préfère parler de la prime d'intéressement d'établissement (1 100 euros versés en février) et de l'intéressement entreprise qui devrait être annoncée le 18 février prochain... soit trois jours avant le 21 février, date où doit se tenir la seconde réunion des NAO ! Et pour ce qui est des dividendes des actionnaires, il faudra attendre mars ou avril pour savoir combien ils palperont. Ils ont peur qu'on fasse des comparaisons ?

CAR 22 : la direction guide vers la sortie

La direction a offert aux salariés éligibles au « départ volontaire » un joli livret CAR 22 censé nous aider à travailler sur notre reconversion dans le cadre du plan de suppressions de postes. Le visuel est parlant : une flèche vers la sortie. On y lit aussi des témoignages

édifiants, comme celui de cet ingénieur Renault qui s'est reconverti en passant un CAP. Dommage, le guide ne précise pas s'il a gardé son salaire... On ne veut pas de leurs conseils et de leurs plans de reconversions : pour notre avenir, on veut des postes.

Café cafteur

Le 2 février dernier, une salariée de PEI, partie récemment à la retraite après 25 années de boulot sur le Techno, est revenue sur site pour récupérer ses affaires au vestiaire et prendre un café avec ses ex-collègues. Aussitôt, une équipe de sécurité est venue la chercher nommément suite à une dénonciation affirmant qu'elle était entrée en fraude... Après vérification, il s'est avéré qu'elle était parfaitement en règle ! Les chefs de PEI qui sont un peu sur les dents quand ils voient des salariés du ménage se retrouver pour discuter entre eux ont peut-être une idée sur l'identité du courageux dénonciateur anonyme ?

Le journal de l'auto...satisfaction

Luca de Meo a été consacré « homme de l'année » par le *Journal de l'Auto*. Un titre bien mérité pour celui qui a organisé un gigantesque plan de restructuration avec des milliers de suppressions d'emplois dans le monde, des fermetures de site en France et à l'étranger, et une dégradation constante de nos conditions de travail.

Quick Silver

Les collègues de plus de 57 ans continuent d'être harcelés de mail par Silver Up, la plate-forme diligentée par Renault pour pousser les plus de 57 ans dehors. En revanche, la qualité n'est pas au rendez-vous : Silver Up renvoie les salariés vers la CNAV. Encore un service payé par Renault pour des sommes sans doute hors de prix mais qui ne sert à rien à part détecter les personnes pour CAR22.

Merci patron !

Le 6 janvier dernier, la justice a condamné Eurodécision, une société prestataire de Renault, qui avait licencié en 2016 l'un de ses salariés au motif qu'il était entré en contact avec les organisations syndicales du TCR pour leur demander de diffuser le film *Merci patron !* En dépit de l'acharnement procédurier de la société, soutenue en sous-main par Renault, Eurodécision a été condamnée pour atteinte à la liberté d'expression et aux libertés. Des libertés toujours menacées et à défendre.